

Les Présidents confédéraux ainsi que les Présidents de branches et des structures associées de l'UMIH renouvellent leur demande de nomination d'un administrateur judiciaire doté des pleins pouvoirs de gestion.

Les Présidents Heguy et Becam ainsi que les présidents de branches et des structures associées de l'UMIH prennent acte de **la mise en délibéré** (formulée par le juge des référés ce jeudi 25 mars 2010 à 11H30) **au 1^{er} avril prochain, de la décision concernant l'extension des pouvoirs de l'administrateur judiciaire. Ils regrettent néanmoins cette date éloignée.**

Cette situation de désordre et de vacance de pouvoir de fait est extrêmement préjudiciable à l'UMIH, à ses adhérents et à ses salariés. Aujourd'hui, des agents de sécurité mandatés par Mme Pujol interdisent l'accès du siège à messieurs Heguy et Becam, respectivement Président et Directeur général, pourtant élus démocratiquement lors des dernières élections. **Les conditions d'un fonctionnement ordinaire n'étant pas réunies, seule la nomination d'un administrateur judiciaire permettra un retour à la normale** et évitera que les errements de Mme PUJOL n'affaiblissent encore L'organisation.

Les Présidents réaffirment l'urgence absolue que constitue l'extension de la mission de l'administrateur judiciaire à la gestion et à l'administration de l'UMIH dans l'attente de l'assemblée générale électorale exigée par la décision de justice du 19 mars dernier. *« Près des deux tiers des Présidents départementaux nous ont déjà apporté leur soutien dans notre action et les soutiens continuent encore d'affluer »* précise Roland Heguy, Président de l'UMIH.

Nous attendons donc, plus résolus et impatients que jamais, la décision de justice qui doit être rendue sur ce point lors de l'audience que le juge a fixée au 1^{er} avril prochain.

Dans un contexte qui reste difficile, les Présidents Heguy et Becam ainsi que les 5 Présidents de branches, le Président du Groupement National des Chaînes Hôtelières (GNC) et le Président du Syndicat National De La Restauration Publique Organisée (SNRPO) maintiennent leur appel aux salariés à ne pas se rendre, pour leur sécurité, sur leur lieu de travail, rue d'Anjou.

Roland Heguy, Hervé Becam, Laurent DUC, Thierry GREGOIRE, Laurent LUTSE, Philippe VILLALON, Bertrand LECOURT, Jacques BARRE, Gérard PLOMION.